

Interview

Changement climatique et espèces invasives en Afrique de l'Ouest

Dr Cheikh Tidiane Diop

Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA)

Directeur de l'Unité d'Information et de Valorisation des Résultats de la Recherche (ISRA/UNIVAL)



Pourriez-vous présenter brièvement l'ISRA ?

Créé en 1974, l'ISRA (Institut Sénégalais de Recherches Agricoles) est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), ce qui lui a permis d'avoir plus d'autonomie et de pouvoir communiquer sur les résultats de ses recherches. L'ISRA mène des travaux de recherches autour de cinq axes :

- Les productions végétales
- Les productions et la santé animales
- Les productions forestières
- Les productions halieutiques
- Les questions socio-économiques liées aux activités agricoles et au développement rural durable

Parmi les dimensions prioritaires prises de plus en plus en compte dans le travail effectué par l'ISRA il y a celles relatives à la valorisation de la recherche, à la formation, à la vulgarisation et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui revêtent une importance particulière.

Pourquoi les chercheurs de l'ISRA sont-ils plus attentifs, depuis quelques années, aux conséquences des facteurs environnementaux sur le processus de production agricole ?

Nous sommes conscients que toute recherche devrait être socialement acceptable par les populations et rentable au plan économique, d'où notre souci permanent de garder des relations de proximité avec toutes les parties ayant un rôle capital dans la production agricole et notamment celles qui font vivre l'agriculture familiale qui a pu jusqu'ici participer activement à la sécurité alimentaire. D'ailleurs, depuis la nuit des temps, les espèces dites rustiques ont été au cœur de l'activité agricole dans les pays de l'Ouest africain, tout particulièrement des populations locales.

Or, de nos jours, on s'aperçoit que des espèces non-indigènes (exotiques) peuvent allègrement entrer en compétition avec les espèces locales et qu'elles peuvent constituer un danger pour la biodiversité ainsi que pour la sécurité alimentaire. Du coup, nous nous trouvons face à au moins trois défis cruciaux :

- Mieux connaître les effets possibles et réels des facteurs environnementaux extrêmes sur les ressources végétales, animales, forestières et halieutiques ;
- Mieux identifier les mécanismes à travers lesquels les espèces invasives se propagent et se maintiennent dans les écosystèmes des pays de l'Afrique de l'Ouest ;
- Mieux travailler sur une approche d'adaptation à ces espèces sans oublier deux impératifs: i) maintenir la biodiversité ; ii) participer activement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations locales.

Pour ce faire, nous devons développer fortement nos connaissances et avoir un champ d'intervention concerté pour essayer de relever ces défis dans un cadre bien défini par l'ensemble des opérateurs selon les règles d'éthique et de déontologie

Pourriez-vous donner quelques exemples de plantes invasives qui posent problème aujourd'hui en Afrique de l'Ouest ?

Le « *titha australis* » est un bon exemple d'espèces invasives devenues un vrai danger pour certains pays. Sa présence au Sénégal remonte à plusieurs décennies. Quant à son impact environnemental, il s'est accentué avec la mise en eau du barrage anti-sel de Diama sur le fleuve Sénégal. Nous avons trouvé un moyen très utile pour ralentir la propagation du typha en l'utilisant comme combustible. C'est un excellent remède pour éviter le déboisement et une bonne réponse dans le cadre de processus d'adaptation à de telles espèces.

Depuis 2013, des gazières à titha sont fabriquées et commercialisées à l'échelle locale. Le « striga hermontica » est une autre espèce invasive non moins dangereuse au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Connue par les paysans sénégalais sous le nom de « ndoukhoum », cette plante est un ennemi des cultures vivrières (sorgho, mil, etc...). Elle se nourrit d'eau, de sucres et de nutriments provenant des racines de céréales et empêchent ainsi leur croissance.

Il existe d'autres espèces invasives à propos desquelles il est important de mener des recherches plus détaillées et plus exhaustives. C'est le cas, entre autres, de la mouche blanche, de la cochenille farineuse du manioc, de la fougère d'eau ou encore du mûrier à papier etc.

Que faut-il faire en Afrique de l'Ouest pour organiser une lutte plus efficace contre les espèces invasives ayant surtout un impact négatif sur les écosystèmes fragiles et la sécurité alimentaire ?

Tout institut dédié à la recherche agronomique devrait apporter une contribution efficace à ce que j'appelle « des recherches stratégiques ». A l'ISRA, nous mettons l'accent tout particulièrement sur les moyens susceptibles de mieux nous aider à faire face aux dangers qui menacent ces cultures de base : le riz, l'arachide, le haricot, le mil, le fonio etc, sans occulter les espèces horticoles et l'arboriculture fruitière.

Tous les instituts de recherche de l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest devraient davantage coopérer et mutualiser les résultats des travaux portant sur ces espèces qui pourraient hypothéquer notre sécurité alimentaire et nos écosystèmes fragiles.

A l'ISRA, nous sommes bien engagés dans cette optique qui consiste à renforcer des partenariats régionaux avec les instituts des pays voisins et avec d'autres pays qui travaillent sur cette question. C'est surtout le cas de la France où nous avons mis en place une coopération fructueuse avec l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) et le CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement), mais également avec l'IRD (Institut de Recherches pour le Développement) et l'IP (Institut Pasteur).

Plus que jamais, une bonne coopération en Afrique de l'Ouest fondée sur la mutualisation des moyens, des actions, des expériences et des acquis de la recherche est devenue nécessaire. Cette démarche est bonne pour l'intégration de la sous-région et pour son développement humain, social, économique, environnemental et politique.

Alors que les tenants d'une thèse pessimiste pensent que le continent africain n'a pas compris jusqu'ici les enjeux colossaux des espèces invasives, ceux qui sont confiants dans la possibilité de vaincre ces espèces disent que la plupart des cultures vivrières en Afrique viennent d'ailleurs et que les Africains ont su les domestiquer et les mettre au service de la sécurité alimentaire. Comment vous situez-vous par rapport à ces deux thèses ?

Le chercheur est optimiste par nature. Mais encore faudrait-il poser les bonnes questions pour pouvoir bien appréhender le phénomène des espèces invasives tel qu'il se pose aujourd'hui à cause des changements climatiques extrêmes. Je pense personnellement que parmi les questions fondamentales que chaque institution de recherche devrait poser, celles qui suivent sont importantes : quel type de recherche privilégier ? Avec qui les entreprendre et pour quels objectifs ? Et qui sont les destinataires ?

A l'ISRA, nous sommes persuadés, en tout cas, qu'élargir le champ de la recherche participative est incontournable, car le citoyen ordinaire a un rôle très important dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de tout projet s'inscrivant dans la logique du développement local durable. S'attaquer au problème des espèces invasives et à tout autre problème lié au développement sans une participation active de la population locale et de ses connaissances et ou savoirs, consisterait à emprunter une voie inappropriée.*

* Interview conduite en mars 2015 en marge de l'édition du SIA 2015 de Paris, par Hassane Tlili, journaliste spécialiste des questions agricoles et environnementales.

